



■ République Française
■ Département de l'Oise
■ Arrondissement de Senlis
■ Ville de Creil

■ **Arrêté du maire SGA – AR-2024- n°049**
Autorisation d'occupation du domaine public du
« Bus de l'Entrepreneuriat Pour Tous »
de l'organisme de formation « BGE PICARDIE », le
Mardi 12 Mars 2024 de 14h à 16h face à la cité de
l'emploi au 5 Place de l'église à Creil 60100.

Le Maire de Creil,

■ **Visas :**

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-2 et L2214-4,
- Vu le code pénal et notamment ses articles L321-7, L321-8 et R320-10,
- Vu le code du commerce et notamment ses articles L310-2 et L310-5,
- Vu les lois n°82-213 du 2 mars 1982 et N°82-623 du 22 juillet 1982 modifiées relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- Vu le décret n°83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers.
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 15 mars 1974 portant règlement sur la conservation et la surveillance des voies communales,
- Vu le règlement municipal de voirie en date du 20 septembre 1973,
- Vu la demande en date du 09 Janvier 2024 de Madame Emilie VARY, cheffe de projet du dispositif Bus « BGE PICARDIE », sise 20 Avenue Jean Rostand à Beauvais (60000), sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public face à la cité de l'emploi pour l'évènement « Femme vers l'emploi », le Mardi 12 Mars 2024 de 14h à 16h au 5 Place de l'église à Creil 60100.

■ **Considérant :**

Que cette autorisation d'occupation du domaine public peut être tolérée, en raison de son caractère occasionnel.

■ **Arrête :**

Article 1 : L'organisme de formation « BGE PICARDIE » est autorisé à occuper le domaine public pour l'installation sur la voie publique d'un « Bus de l'Entrepreneuriat Pour Tous » à l'occasion de l'évènement « Femmes pour l'emploi » le Mardi 12 Mars 2024 de 14h à 16h face à la cité de l'emploi au 5 Place de l'église à Creil 60100.

Article 2 : La présente autorisation est accordée à titre gracieux et précaire. Elle est strictement personnelle et non cessible.

Article 3 : L'autorisation peut être modifiée ou révoquée, à toute époque, en tout ou partie, lorsque le maire le juge utile à l'intérêt public.

Le titulaire de l'autorisation est tenu de se conformer à cette décision sans pouvoir prétendre de ce chef à aucune indemnité.

Article 4 : En cas de modification ou de révocation de cette autorisation, l'occupation doit cesser de plein droit, En cas dans un délai de 48 heures, à compter de la notification de cet arrêté.

Article 5 : Le titulaire de l'autorisation est seul responsable, tant vis-à-vis de la ville de Creil que des tiers, de tous accidents et dommages causés aux biens et aux personnes qui résulteraient, indirectement ou directement, de l'occupation du domaine public, de l'usage de l'autorisation à lui accordée ou de l'inobservation des précautions nécessaires propres à assurer la sécurité et la commodité de la circulation générale.

Il supporte seul les frais de nettoyage, réparation et réfection de la voie publique et de tous ouvrages ou objets publics détériorés ou salis du fait de l'occupation du domaine public.

La remise en état des lieux doit être effectuée aux frais du titulaire de l'autorisation par tout intermédiaire de son choix sous réserve de son agrément par les services techniques de la ville de Creil et ce, dans le délai d'un mois.

Article 6 : Le titulaire est tenu de supporter, sans droit à indemnité, la gêne et les conséquences des travaux effectués dans l'intérêt de la voirie par l'administration.

Article 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : La présente autorisation n'est donnée que sous réserve du respect des règlements en vigueur.

Envoyé en préfecture le 01/03/2024

Reçu en préfecture le 01/03/2024

Publié le 01/03/2024
Mairie de Creil, Monsieur le
ID: 060-216001743-20240301-AR_2024_049-AR

Article 9 : Monsieur le commissaire divisionnaire, Chef de la circonscription de
Directeur de la tranquillité publique, et Madame la cheffe de la police municipale
concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens sis – 14 rue
Lemerrier – 80000 AMIENS - dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle elle est certifiée
exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application télerecours citoyen accessible par le
biais du site www.telerecours.fr

À Creil, le 15 Février 2024



Date de notification : 01 MARS 2024

Date de transmission au représentant de l'Etat (pour les actes mentionnés à l'article L2131-2 du CGCT) : 01 MARS 2024

Date de publication sous forme électronique sur le site de la Ville : 01 MARS 2024